



COORDINADORA DE LAS ORGANIZACIONES
INDÍGENAS DE LA CUENCA AMAZÓNICA

PERÚ • GUYANA • ECUADOR • BOLIVIA • BRASIL •
GUYANA FRANCESA • SURINAM • VENEZUELA • COLOMBIA



Les peuples autochtones du bassin amazonien face aux résultats de la COP26

Parce que la réalité est que l'Amazonie se trouve à un dangereux point de non-retour et qu'il est urgent d'entreprendre des actions pour atténuer le changement climatique à niveau mondial, en dépit des difficultés d'accès et des restrictions à la mobilité, nous, les peuples autochtones du bassin amazonien, animés par une profonde conviction, avons participé plus nombreux que jamais pour élever nos voix avec force pour présenter nos demandes et nos propositions depuis le territoire à la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique : COP26 qui s'est tenue à Glasgow du 01 au 12 novembre 2021.

Les nouvelles recherches scientifiques, indiquent que la déforestation et la dégradation sévères ont atteint 22% de l'Amazonie¹, il est donc maintenant urgent d'agir pour sa protection car le plus probable est que, dans quelques années, le bassin amazonien tel que nous les connaissons n'existera plus. Dans ce cadre, tous les membres de la délégation de la Coordinatrice des Organisations autochtones du bassin amazonien, la COICA, dans les différents espaces de la COP26, avons appelé les gouvernements et les financeurs privés à soutenir le plan "Amazonie 80x25", pour parvenir à protéger et à récupérer 80% de la plus grande forêt tropicale du monde avant 2025, comme mesure urgente pour freiner la crise climatique actuelle.

Atteindre les objectifs pour l'Amazonie exige, comme engagements minimums, de reconnaître légalement et de démarquer 100% des terres autochtones, et de destiner de manière permanente des fonds qui permettent l'obtention des titres de propriété officiels et l'ampliation desdits territoires ; ainsi que de restaurer au moins 50% des zones forestières dégradées et de faire cesser les activités industrielles pour stopper l'extraction de combustibles fossiles d'ici à 2025.

Cependant, bien qu'au sein de la COP26 d'importants liens de coopération ont pu être tissés, bien que des efforts ont été faits pour reconnaître le rôle d'acteur essentiel des peuples autochtones pour la protection de la nature et bien qu'ils se soient engagés à doubler les fonds pour les pays en développement destinés à l'adaptation aux changements climatiques, les actions définies par les 197 pays signataires du Pacte de Glasgow, sont insuffisantes au regard de l'urgence climatique actuelle. Le document final montre un manque de volonté politique pour une véritable transition énergétique de la part des pays les plus industrialisés et qui polluent le plus, puisque ni cesser d'utiliser le charbon, et les combustibles fossiles ni l'élimination des subventions à leur production n'ont été approuvés, malgré le fait que le charbon soit reconnu comme la principale source du réchauffement climatique.

En outre, des annonces attrayantes ont été faites pour enrayer la crise climatique, le Royaume-Uni, la Norvège, l'Allemagne, les États-Unis, les Pays-Bas et des donateurs privés s'étant engagés à soutenir la protection des territoires autochtones à hauteur de 1,7 milliard de dollars au cours des quatre prochaines années ; toutefois, les mécanismes de financement n'ont pas été garantis pour que les fonds parviennent directement aux territoires autochtones, ce qui est pourtant indispensable car historiquement, les projets de conservation et de protection de l'environnement n'ont pas eu de réel résultat, et les peuples autochtones ont constaté que les engagements en matière de climat n'étaient que des mots qui sont restés lettre morte.

Dans ce cadre, la COICA et ses organisations membres dans les neuf pays du bassin amazonien, **DÉCIDE** :

¹ Résumé des principaux résultats L'Amazonie pour la vie : protéger 80 % d'ici 2025, recherche menée par le Réseau amazonien d'informations socio-environnementales géoréférencées (RAISG), 2021. Disponible en espagnol et anglais : <https://drive.google.com/file/d/1O10FEHEsMDBVOrJHZ2S8P2cJSIplU7yVX/view?usp=sharing>



COORDINADORA DE LAS ORGANIZACIONES
INDÍGENAS DE LA CUENCA AMAZÓNICA

PERÚ • GUYANA • ECUADOR • BOLIVIA • BRASIL •
GUYANA FRANCESA • SURINAM • VENEZUELA • COLOMBIA



- **De mener et d'exécuter** une campagne mondiale forte pour la protection de 80 % de l'Amazonie d'ici 2025, comme mesure urgente pour faire face à la crise climatique actuelle ; sur la base des principes établis dans la motion 129 approuvée par **l'Union internationale pour la conservation de la nature - UICN**.
- **De gérer et de coordonner** les mécanismes de financement direct pour les peuples autochtones par le biais de l'initiative 80x25, en tant qu'action concrète pour garantir que les fonds parviennent directement à ceux d'entre nous qui habitent et défendent les territoires, en tant qu'acteurs clés ayant la capacité d'offrir des solutions viables et concrètes pour la protection de la nature et pour atténuer le changement climatique.
- **D'exhorter** les gouvernements du bassin de l'Amazonie à reconnaître les contributions déterminées au niveau national par les peuples autochtones - les CDN autochtones - comme une stratégie de réduction des émissions et d'adaptation au changement climatique ; étant donné que le stock de carbone encore existant dans les forêts des territoires autochtones et leur contribution à la réduction des émissions de gaz à effet de serre ne sont pas le résultat de l'application des politiques publiques environnementales des États, mais de la gestion collective du territoire, fondée sur les principes et la sagesse ancestrale des peuples autochtones.
- **De rester sur nos gardes, d'être vigilants et d'assurer le suivi** des accords établis dans le Pacte de Glasgow, afin de reconnaître les efforts ou de condamner l'inaction qui se manifesterait dans le proche avenir de la planète.

Cela fait 27 ans que les pays ayant ratifié les conventions des Nations Unies sur le changement climatique se sont réunis pour définir des accords mondiaux assortis d'objectifs de réduction des émissions, mais les objectifs climatiques n'ont pas été atteints. La crise climatique ne fait que s'aggraver, provoquant de plus en plus de pertes, de dommages et les menaces sociales, économiques et environnementales ne font que s'accroître. Face à cette situation nous devons nous demander : Qui est responsable de ces dommages ? Qui assume les conséquences d'une réalité qui met en danger notre survie en tant qu'humanité ?

Il est temps d'arrêter l'hypocrisie et le double langage. Les gouvernements du bassin amazonien s'engagent, lors d'événements internationaux, à travailler pour atténuer le changement climatique, mais en même temps ils approuvent des lois qui envahissent nos territoires et violent nos droits avec la mise en œuvre de projets extractivistes. Il est temps, qu'une fois pour toutes, les pays développés, les institutions financières, les Nations Unies, les organisations gouvernementales et non gouvernementales travaillent en coordination avec les peuples et organisations autochtones, et transforment en action les engagements pris pour atteindre les objectifs climatiques et assurer la protection de l'Amazonie. Une planète sans l'Amazonie n'est pas viable.

Amazonie vivante, humanité en sécurité.

Le 01 décembre 2021.

Cordialement,

CONSEIL DE DIRECTION DE LA COICA – CDC

José Gregorio Díaz Mirabal
Coordinateur Général de la COICA



COORDINADORA DE LAS ORGANIZACIONES
INDÍGENAS DE LA CUENCA AMAZÓNICA

PERÚ • GUYANA • ECUADOR • BOLIVIA • BRASIL •
GUYANA FRANCESA • SURINAM • VENEZUELA • COLOMBIA



Tuntiak Katán Jua
Vice coordinateur Général de la COICA

Adolfo Chávez Beyuma
**Coordinateur des Relations
Internationales et de la Coopération**

Michael John McGarrell
**Coordinateur des Politiques
et des Droits Collectifs**

Harol Rincón Ipuchima
**Coordinateur de l'Environnement
Changement Climatique et Biodiversité**

Elcio Da Silva Manchineri
**Coordinateur des Territoires
et des Ressources Naturelles**

Tabea Casique Coronado
**Coordinatrice d'Éducation,
Sciences et Technologie**

Irvin Ray Harvey Ristie
**Coordinateur Communications
et Santé**

Claudette Labonté
**Coordinatrice de la Femme
et la Famille**

CONSEIL DE COORDINATION DE LA COICA – CCC

Marlon Richard Vargas
Président de la CONFENIAE (Équateur)

Nara Baré
Coordinatrice de la COIAB (Brésil)

Lizardo Cauper
Président de l'AIDSESEP (Pérou)

Eligio Da Costa Evaristo
Président de l'ORPIA (Venezuela)

Julio Cesar López
Président de l'OPIAC (Colombie)

Sirito Yana Aloema
Président de l'OIS (Surinam)

Thomas Lemmel Benson
Président de l'APA (Guyana)

Tomas Candia
Président du CIDOB (Bolivie)